



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/A-quoi-pense-le-pilote>

Lectures

# À quoi pense le pilote ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2001 - N° 1013 - août-septembre 2001 -

Date de mise en ligne : dimanche 21 septembre 2008

Date de parution : août 2001

## **Description :**

Présentation d'un livre écrit par un américain, Robin Hahnel, intitulé Panique aux commandes, et qui explique très clairement les mécanismes du système de crédit qui organise notre économie.

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

**Le livre présenté ci-dessous n'est pas un manuel de science économique, mais il permet de comprendre beaucoup des sujets d'actualité, ou de certains aspects de cette actualité dont les médias ne parlent pas assez.**

<span class='spip\_document\_643 spip\_documents spip\_documents\_left' style='float:left; width:155px;'>

Est-il possible d'expliquer avec humour la mondialisation libérale, les effets des déréglementations financières, la politique du FMI, la cause des crises des monnaies mexicaines, thaïlandaises, malaises, indonésienne, coréenne, etc.? Aussi difficile que cela paraisse, la réponse est oui. La preuve ? Le livre [1] de Robin Hahnel, La panique aux commandes. Même écrit par un professeur d'économie de Washington et même traduit de l'Anglais, ce livre reste agréable à lire, il explique bien les rouages cachés de l'économie mondiale, tout en démystifiant le discours néolibéral.

## Le constat

Les partisans de la libéralisation du commerce international appuient leur détermination sur l'affirmation que son effet positif l'emporte sur son effet négatif. Or ce dernier est réel : c'est l'augmentation des inégalités et la dégradation de l'environnement. Par contre, son effet positif est un leurre : générer d'énormes gains d'efficacité n'entraîne pas l'amélioration générale du niveau de vie. L'auteur montre qu'au contraire ce sont les pays déjà favorisés qui profitent des gains d'efficacité et que le développement des échanges, loin d'élever le niveau de vie général, accentue les différences de salaires, non seulement dans les pays riches mais aussi dans le Tiers monde, où des millions de paysans sont contraints de venir « augmenter la population des "damnés de la Terre" qui se massent dans les villes ». Un constat s'impose : « le libre-échange nous a dotés du réchauffement de la planète mais ne fournit aucune raison d'essayer d'y changer quelque chose ». On ne peut donc plus laisser à la mondialisation du marché le choix des décisions essentielles. Au lieu d'entretenir le mythe du taux de croissance et la quête de nouveaux investissements, il est temps que soient enfin posées les questions bien plus importantes que sont « La croissance de quoi ? » et « Comment produire ? » Auxquelles on ajouterait bien celle-ci « Pour qui faut-il produire ? » Car la mondialisation libérale non seulement résulte d'un processus antidémocratique mais elle fait régresser partout la démocratie. L'OMC, par exemple, comme l'ALENA, permettent aux multinationales de faire comparaître les États devant des jurys non élus et échappant totalement au contrôle des gouvernements. Le FMI force les États à adopter des mesures qu'ils n'approuvent pas. L'Union européenne donne la priorité aux contraintes budgétaires et à la lutte contre l'inflation.

# Les fondements du système

Pour comprendre cette situation, il est indispensable de connaître les rouages du système monétaire, ce système de crédit sur lequel est basée toute l'économie. Le chapitre consacré à cette description ouvre si bien les yeux sur certains aspects de la monnaie qu'il suffirait à lui seul pour qu'on conseillât la lecture de l'ensemble.

R. Hahnel explique d'abord comment l'augmentation des risques est liée à l'évolution des habitudes financières. Quand l'échange se fait par troc entre marchandises, il n'y a pas de contentieux : « Si vous échangez vos carottes contre mes pommes de terre, rien de ce qui m'arrive ensuite ne vous concerne : vous avez vos pommes de terre pour votre pot-au-feu. » Mais si l'échange passe par un temps intermédiaire, l'affaire ne peut pas être considérée comme conclue tout de suite « si vous vendez vos carottes à quelqu'un d'autre dans l'intention de dépenser l'argent obtenu pour acheter mes pommes de terre, il se peut que vous ne les ayez jamais pour votre pot-au feu. Je pourrais avoir décidé de ne plus vendre. Je pourrais avoir augmenté mes prix ou, tout bonnement, refuser votre argent par crainte que les autres n'en veuillent pas ». Le commerce monétisé est donc plus risqué que le troc. Et c'est bien pire avec le crédit. « Si vous me vendez vos carottes à crédit, les risques augmentent. Après avoir mangé vos carottes, je pourrais tomber malade et mourir. Je pourrais perdre mon emploi. Je pourrais avoir contracté des dettes auprès de crédateurs ayant priorité sur vous. En bref, ce qui m'arrive après cette vente à crédit peut désormais vous concerner au premier chef. »

Il n'y a de crédit engagé que parce que l'emprunteur et le prêteur pensent tous les deux tirer profit de ce prêt. Grâce à votre prêt, je peux être plus productif, et vous en tirerez le paiement d'un intérêt ; vous pourrez même en tirer d'autant plus que j'augmenterai ma productivité ... vous pourrez même dans certains cas en tirer la part du lion. Mais si ma récolte est mauvaise ou si j'en obtiens un prix plus bas que prévu, ou si l'argent gagné me sert à rembourser d'autres crédateurs, il est possible que je ne puisse pas vous rembourser.

<span class='spip\_document\_644 spip\_documents spip\_documents\_right' style='float:right; width:229px;\*>

Et ceci sans l'intermédiaire d'une banque. Car si vous placez votre argent à la banque par souci de sécurité, ou par commodité, ou pour en tirer intérêt, n'oubliez pas que la banque n'accepte votre dépôt que pour pouvoir prêter votre argent à meilleur taux que vous. Cela signifie, pensez-y bien, qu'il peut arriver que la banque ne puisse pas vous rendre votre argent. Si elle a gardé trop peu de réserves, et prêté à beaucoup d'emprunteurs qui ne peuvent la rembourser, elle peut être insolvable, et déclarée en faillite. « Il n'y a rien de surprenant à ce que ceci se produise puisque la banque finance ses prêts sans les prélever sur son propre capital ».

Quant aux autres instruments financiers, les produits dérivés, marchés à terme, options, appels de marge, fonds de couverture et autres innovations, ils aboutissent tous soit à élargir la gamme de ce que les spéculateurs peuvent acheter et vendre, soit à augmenter "l'effet multiplicateur du crédit" qui permet aux spéculateurs de payer à crédit, et sans utiliser leurs fonds personnels, ce qu'ils espèrent revendre plus cher (la différence étant pour eux). Toute cette expansion augmente le danger du système de crédit, d'une part en multipliant les rouages qui peuvent défaillir, et, s'il s'effondre, en étendant la portée du désastre : plus augmente "l'effet de levier", plus une explosion prend d'envergure.

Enfin, si ces sommes sont placées dans un fonds (fonds de retraite, société d'assurance, etc.), il ne faut pas oublier que tout système de crédit repose sur deux règles de conduite d'autant plus difficiles à respecter que ce système est vaste et son effet de levier important :

" Règle n° 1, celle que chacun voudrait voir les autres adopter : « Pas de panique ! » ;

" Règle N°2, celle que chacun doit suivre lui-même : « Paniquer avant tout le monde ! »

## La raison d'être du FMI

Si certaines dérives du Fonds monétaire international sont parfois dénoncées, on comprend ici d'où elles viennent.

Lors de la création des institutions de Bretton Wood, en 1944, le droit des entreprises et des particuliers à investir à l'étranger avait été limité par la plupart des pays, Etats-Unis compris, pour éviter que la spéculation nuise aux relations commerciales. La pression pour lever ces barrières est venue des gestionnaires de capitaux, appuyés par les gouvernements Reagan et Bush. Puis l'administration Clinton a saisi cette initiative républicaine pour financer les campagnes électorales ... démocrates.

Ainsi le FMI, créé pour réguler le marché monétaire international, est-il devenu le manager du système de crédit, ou, aux dires des plus vindicatifs « un dictateur mercenaire à la solde du syndicat du crédit » selon une citation relevée par Hahnel, qui passe en revue les pratiques du FMI pour permettre au lecteur d'en comprendre la politique pour en juger par lui-même.

Pour que les entreprises d'un pays du Tiers monde, dont l'économie est malade, puissent emprunter à l'étranger, son gouvernement est obligé de passer l'accord de crédit par l'intermédiaire du FMI. Son objectif étant d'assister les créanciers internationaux, le FMI impose alors les conditions qui doivent permettre à la monnaie du pays concerné de garder sa valeur : ce sont les fameux "pactes d'ajustement structurels", désastreux pour les habitants (austérité, réduction des dépenses publiques, privatisations, interruption des investissements productifs et aggravation du chômage, d'où baisse de la production et donc des revenus).

Pourtant, lorsque ces pays, malgré ces conditions, ne peuvent pas payer leur dette, le FMI leur prête de quoi rembourser, ce qui augmente leur dette mais écarte tout préjudice pour les investisseurs.

Et on arrive à ce comble : les investisseurs internationaux exigent des taux d'intérêt "astronomiques" sous prétexte que prêter à ces pays, c'est courir le très gros risque de ne pas être remboursés, mais en fait, ils ne risquent rien puisque, de toute façon, c'est le FMI qui couvre ce risque, intérêts et capital, et cela grâce à l'argent des contribuables ! Belle construction, ce FMI ! Et retenons cette conclusion d'Hahnel : « Le remplacement de ce programme corporatiste par un projet humanitaire, est définitivement la solution. »

---

[1] traduit de l'anglais par Mickey Gaboriaud et édité par Agone BP 2326 F 13213Marseille cedx 02 1er trimestre 2001.